

Face à la Banqueroute

Pour la première fois, un Chef d'Etat mauritanien nous parle sans détours de la situation politique et économique du pays et de la situation financière de l'Etat.

A la place de la langue de bois et du verbiage mensonger du régime de l'illusionnisme, il présente avec le franc parler, direct et expressif du peuple la situation telle qu'elle est, dans la transparence obtenue par ce qui reste des moyens d'investigation si gravement déstabilisés, pendant si longtemps, par une dictature folklorique passée maître dans la tricherie et la falsification. C'est une révolution dans la politique de communication des pouvoirs publics ; elle peut entraîner une véritable révolution culturelle dès lors que les citoyens s'accommodent et prennent conscience de la conquête de leur droit fondamental à l'information.

Comme le Chef de l'Etat l'a si bien exprimé et martelé, il s'agit d'une véritable rupture avec les systèmes anciens, système d'organisation des pouvoirs publics, système de gestion des affaires publiques, système judiciaire. Comme la nature a horreur du vide, il est normal de passer par une transition pour concevoir et mettre en place de nouveaux systèmes de remplacement des anciens systèmes devenus obsolètes, dangereux et explosifs.

La rupture avec le système politique ancien doit signifier la suppression de toute possibilité d'appartenance dans les futures institutions d'une dérive dictatoriale et donc la suppression de la concentration des pouvoirs dans une seule main. Le parti SAWAB a déjà fait des propositions pour l'instauration d'une vraie démocratie et espère qu'un débat objectif se tienne à ce sujet à l'occasion de la concertation qui va s'organiser dans les prochains semaines.

La rupture avec le système de gestion économique et financière devient aussi urgente que la rupture avec le système politique ancien depuis que nous avons eu la chance, exceptionnelle dans ce pays, d'obtenir, à l'occasion de la conférence de presse du 8 octobre, organisée par le Chef de l'Etat, des informations officielles chiffrées, que personne n'a mises en doute. Même si ces chiffres peuvent apparaître à certains égards incomplets, il semble peu probable qu'ils soient contestés par le régime déchu.

Les chiffres sont si éloquentes qu'ils n'ont pas besoin de commentaires savants :

- 37 milliards d'ouguiyas de déficit budgétaire pour les sept premiers mois de l'année en cours.

- 80 milliards d'ouguiyas de dette intérieure.

- 800 millions de dollars de dette extérieure. Cette dette avait, avant le 3 août, été supprimée en même temps que la dette de plusieurs pays pauvres et endettés comme la Mauritanie, mais il semble que le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale peuvent revenir sur cette décision, spécialement pour la Mauritanie, pour s'emparer, gratuitement, des revenus du pétrole et donner le coup de grâce au pays.

En plus de cette situation, il faut ajouter les effets désastreux sur l'économie nationale et la monnaie des déficits budgétaires effrayants pour les deux années précédentes : 120 milliards d'ouguiyas pour 2003 et 34

milliards d'ouguiyas pour 2004, selon le rapport économique et financier du Ministère des Finances présenté dans le projet de loi de finances de 2005.

Les contribuables et donc tous les citoyens (puisqu'une chaque citoyen est contribuable dès lors que, par la consommation, il paye des impôts indirects), ne doivent pas prêter une grande attention aux termes techniques de " déficit budgétaire ". Il faut seulement retenir que le Régime déchu a dépensé illégalement, sans l'autorisation du Parlement, entre le 1er janvier 2003 et le 3 Août 2005, 251 milliards d'ouguiyas qui sont nécessairement prélevés sur les ressources de la nation et qu'il a accumulé des dettes que l'Etat est incapable de payer.

C'est la plus haute trahison qui puisse être commise : elle a conduit le pays à la Banqueroute.

C'est une situation explosive dont les effets pratiques sur la vie des citoyens n'ont pas été suffisamment explicités.

La situation de cessation de paiement entraînera la faillite de très nombreux commerces et entreprises et la détérioration de très nombreux services publics. Nous devons nous attendre à des coupes sombres dans le train de vie de l'Etat, à de très nombreuses pertes d'emploi et à la fuite de capitaux si ce n'est déjà fait. Ceux qui suivent quotidiennement le coût du panier de la ménagère doivent s'armer d'un calme olympien face à l'explosion de colère qui se développera nécessairement avec la hausse vertigineuse des prix.

Pouvons-nous nous satisfaire seulement d'avoir été conviés à constater, le temps d'une conférence de presse, la faillite financière d'un Etat incapable d'honorer ses créances, obligé d'instaurer une sévère politique d'austérité et de remettre en cause ses engagements sociaux ? Pouvons-nous nous suffire de rappeler le verset " Que Dieu pardonne le passif " et s'atteler à examiner le présent et prospecter l'avenir ? Pouvons-nous accepter qu'il s'agisse seulement de simples actes de mauvaise gestion bénins à élucider et à oublier ?

Non ! La Banqueroute a des conséquences graves sur notre vie et notre avenir et elle a des responsables !

Le premier responsable c'est celui qui avait tout en main, qui décidait seul des plus petites aux plus grandes affaires. Intraitable, il ne consultait personne, n'acceptait le conseil de personne, considérait l'Etat comme sa propriété personnelle. C'est lui qui avait organisé le pillage du pays, décidé de la razzia générale et du ratissement systématique. Ce premier responsable s'appelle donc Maouiya Ould Taya. Il doit répondre de ses crimes.

Nous n'allons pas croire, tout de même, que ce sont les sous-fifres comme le Directeur de la Culture ou le Doyen de la Faculté des Lettres qui ont mis la Mauritanie à genoux ! Il serait tout aussi inacceptable de continuer à véhiculer la propagande destinée à blanchir Ould Taya et à remettre sur le dos des directeurs et des chefs de services les crimes du Tyran ou de continuer à injurier les mauritaniens en prétendant qu'ils se sont délestés de leurs valeurs morales et se sont entendus pour saborder leur pays. Ce sabotage a été

imposé par Ould Taya et Ould Taya seul. On ne tirera pour lui aucune circonstance atténuante du fait que des agents de l'Etat, sous les ordres, n'ont pas eu le courage de se rebeller ; d'accepter la misère et d'être piétinés ou d'être des cibles toutes désignées aux cachots, en se singularisant.

Les co-responsables avec Ould Taya sont le FMI et la BM avec leurs experts prétentieux et arrogants qui avaient mis le pays sous tutelle et qui avaient autant de pouvoirs en matière économique que Ould Taya lui-même. Ils se donnaient, chaque année, l'ardente obligation de s'assurer de l'équilibre et de l'orthodoxie budgétaire et de contrôler l'évolution de la masse monétaire, la maîtrise de l'inflation, le suivi des équilibres macro, puis micro-économiques, finalement prétendaient lutter contre la pauvreté, organiser la croissance miraculeuse et ses retombées heureuses et patati patata et usaient de mille autres concepts rébarbatifs et vides, mais tous conduisant le pays là où ils ont abandonné l'un de leurs célèbres cobayes : le Zaïre.

Que faire ?

Il faut réduire l'ampleur de la nécessaire politique d'austérité par l'apport de ressources budgétaires nouvelles, le strict respect des règles et procédures de bonne gestion des finances publiques et la relance intelligente de l'économie par l'investissement favorisant l'emploi. Il faut viser dans l'immédiat les objectifs suivants :

- la mise en œuvre d'une politique monétaire transparente ;

- la vérification pointilleuse de la validité de chaque créance de la masse des 80 milliards d'ouguiyas de dette intérieure. Il est impérieux de vérifier la consistance des prestations et travaux objet de chaque créance, en vue de minorer les prix abusifs et d'annuler les facturations de complaisance ;

- l'établissement de redressements fiscaux au titre des cinq dernières années au débit de ceux qui ont bâti des empires financiers au moyen de la corruption et de la fraude fiscale. Les banques, entreprises et commerces qui minorent leur déclaration fiscale sont une autre cause directe de la situation décriée il y a une adéquate inévitable, la solution juste d'une contradiction criarde entre un Etat désargenté et des agents économiques opulents. Cette richesse et ce train de vie se sont fait contre le pays et aux dépens de l'Etat.

- le versement par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, responsables moralement de la banqueroute, d'aides budgétaires suffisantes pour permettre à l'Etat de respecter ses engagements et d'éviter que les secteurs sociaux, gravement menacés, ne s'écroulent.

- l'appel à l'aide financière du Fonds Monétaire Arabe qui doit dans cette situation exceptionnelle apporter un concours exceptionnel.

Seul un Gouvernement politique d'union nationale, composé de représentants des partis politiques et de personnalités indépendantes, convaincant à l'intérieur et forçant à l'extérieur la confiance peut imposer l'austérité et faire face à l'immense défi créé par la banqueroute.